


Département de L'Ain

PLAN LOCAL D'URBANISME

ATTIGNAT



Pièce n°1 : RAPPORT DE PRESENTATION

<p>Vu pour être annexé à notre délibération en date de ce jour</p> <p>LE MAIRE,</p> <p>- 5 MAI 2008</p>	<p>Vu pour être annexé à notre arrêté en date de ce jour</p> <p>LE PREFET,</p>	<p>Pour copie conforme</p>
		

SOMMAIRE

INTRODUCTION	1
PRESENTATION DE LA COMMUNE	3
TITRE I : ANALYSE DE LA SITUATION ACTUELLE	5
I.1 Organisation actuelle du territoire communal	5
I.2 Un contexte démographique favorable au développement de la commune	6
I.3 Diagnostic habitat	11
I.4 Contexte économique	15
I.5 Diversité des équipements et services à la population	17
I.6 Besoins et perspectives d'évolution	19
TITRE II : ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT	21
II.1 Situation actuelle : état initial du site et de l'environnement	21
II.2 Risques et nuisances	28
TITRE III : CHOIX RETENUS POUR ETABLIR LE PADD ET DELIMITATION DES ZONES	31
III.1 Rappel des grands objectifs du PADD	31
III.2 Présentation des orientations par thème	31
TITRE IV : LA COMPATIBILITE DES DISPOSITIONS DU PLU	34
IV.1 L'environnement	34
IV.2 Prise en compte des contraintes juridiques et supra communales	37
TITRE V : PRESENTATION DU ZONAGE	40
V.1 Les zones urbaines	40
V.2 Les zones à urbaniser	42
V.3 Les zones agricoles	45
V.4 Les zones naturelles	46
V.5 Autres délimitations	47
V.6 Les capacités d'accueil des zones	48

INTRODUCTION

Le Plan d'Occupation des Sols de la commune d'Attignat a été élaboré à la fin des années 1970. C'était la première tentative d'organisation de la maîtrise du foncier. Après plusieurs années de réflexions et de concertation, il a été approuvé en 1983.

Le POS élaboré prenait en compte une urbanisation qui s'était effectuée de manière non réfléchie, au gré des opportunités des libérations de terrains par les agriculteurs et des successions. La commune venait de se doter (1974) d'une station d'épuration et commençait à développer un réseau d'assainissement qui compte en 2003, deux stations d'épuration, 5 postes de relevage et plus de 16 kms de réseau.

En 20 années (de 1983 à 2003), l'aspect de la commune a beaucoup évolué. Hier essentiellement rurale (avec 137 chefs d'exploitations en 1970, 73 en 1978 et seulement 7 à 8 agriculteurs professionnels en 2003), elle devient péri-urbaine. Lors de la révision du POS de la commune en 1989, on notait qu'il restait 20 sièges d'exploitation. En 12 ans, ce nombre a été divisé par 3. la population est passée de 1776 habitants en 1990 à 1959 en 1999, dernier recensement général. Un recensement complémentaire réalisé en 2002 lui attribue 2357 habitants avec alors 64 logements en cours de construction. La vérification en octobre 2004 des données démographiques porte la population à 2418. Plusieurs projets de lotissements nouveaux, plus ou moins avancés laissent entrevoir, sur les seuls terrains classés en 1 NA, la perspective de près d'une centaine de nouvelles maisons pavillonnaires, et une quarantaine de nouveaux logements sont d'ores et déjà programmés au centre du village (zone UA).

Attignat, de par sa position à dix kilomètres de l'hypercentre de l'agglomération de Bourg-en-Bresse, a des responsabilités particulières dans le développement urbain du nord de celle-ci. Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) de l'agglomération Burgienne (prescrit le 25 juin 2002) est d'ailleurs en cours d'élaboration.

C'est pourquoi, la mise en révision du **P.L.U.** (Plan Local d'Urbanisme) d'Attignat a été le point de départ d'une réflexion prospective d'aménagement et d'urbanisme ayant pour objectif de définir un **P.A.D.D.** (Projet d'Aménagement et de Développement Durable), répondant au mieux aux intérêts des habitants d'Attignat et de l'agglomération.

Ce projet, pour préparer un P.L.U. conforme aux dispositions du Code de l'urbanisme, se devait d'intégrer les prescriptions des lois récentes, dont les principales sont les suivantes :

- **La loi d'Orientation pour la Ville,**
- **La loi sur l'eau,**
- **La loi relative à la protection et la mise en valeur de paysages,**
- **La loi de renforcement de la protection de l'environnement,**
- **La loi Solidarité et renouvellement urbain,**
- **La loi d'orientation relative à la lutte contre les exclusions,**
- **La loi Urbanisme et habitat.**

Le dossier du projet du P.L.U. comprend :

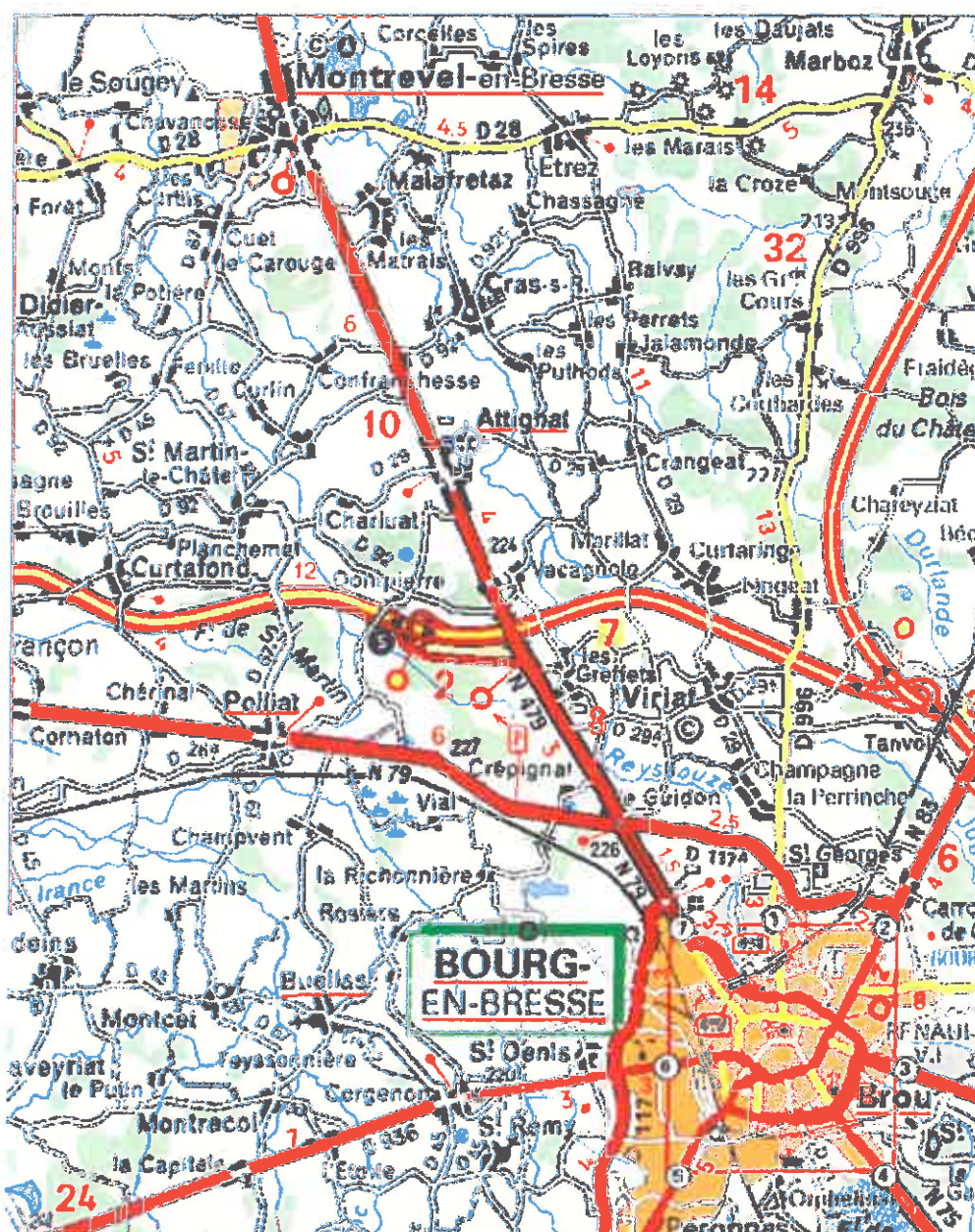
- **Le rapport de présentation** qui comporte l'état initial de la commune, les choix retenus pour établir le P.A.D.D., la compatibilité des dispositions du P.L.U. et les capacités d'accueil des zones et leur évolution.
- **Le P.A.D.D.** (Projet d'Aménagement et de Développement Durable) qui présente le projet communal pour les années à venir et plus précisément les orientations générales retenues.
- Les orientations d'aménagement
- **Les documents graphiques**, qui précisent la division du territoire en zones et secteurs. Sont également figurés les **emplacements réservés** par la Collectivité pour la réalisation d'équipements d'intérêt général et les **servitudes d'utilité publique** qui grèvent le territoire communal.
- **Le règlement** qui définit les règles qui s'imposent aux constructeurs.
- **La liste et plan des servitudes d'utilité publique.**
- **Les plans et notices descriptives des réseaux d'alimentation en eau potable et d'assainissement.**
- **La liste des emplacements réservés.**

PRESENTATION DE LA COMMUNE

ATTIGNAT est une des communes résidentielles de la deuxième couronne de l'agglomération de BOURG EN BRESSE.

La commune d'une superficie de 18,98 km² comptait, au dernier recensement général de la population, 1924 habitants au sein d'une agglomération proche de 75 000 habitants sur près de 300 km².

Elle est située à 10 km de l'hypercentre de l'agglomération, au nord, sur l'axe nord-sud reliant BOURG EN BRESSE à TOURNUS.



Le territoire communal s'inscrit dans le site de la **plaine de la Bresse**, orientée nord-ouest et au relief peu marqué.

La **vallée de la Reyssouze** traverse le territoire communal du sud au nord et le partage en deux petits plateaux.

Attignat offre à ses habitants un cadre et une qualité de vie attrayants, qui intéresse très fortement les candidats à la construction.

La commune est une des 14 communes de la **Communauté de Commune de Montrevel-en-Bresse**, celle-ci ayant initié à partir de 1995, un *Projet de Développement Durable*, véritable projet d'agglomération, constitue aujourd'hui le cadre de référence pour la révision du P.L.U. d'Attignat, dans l'attente de l'approbation du futur SCOT, aujourd'hui en cours d'élaboration.

Cette communauté de commune s'est vue attribuer des compétences spécifiques en matière d'aménagement de l'espace, d'environnement, de développement économique et de services aux collectivités et aux populations.

Chacune des communes membres a par contre conservé ses prérogatives en matière d'urbanisme, et c'est à ce titre que la commune d'Attignat a elle-même conduit la révision de son P.L.U.

Le territoire communal est également inscrit dans toute une série de périmètres de réflexions prospectives dans laquelle la communauté de commune de Montrevel-en-Bresse et donc la commune sont fortement impliquées.



TITRE I : ANALYSE DE LA SITUATION ACTUELLE

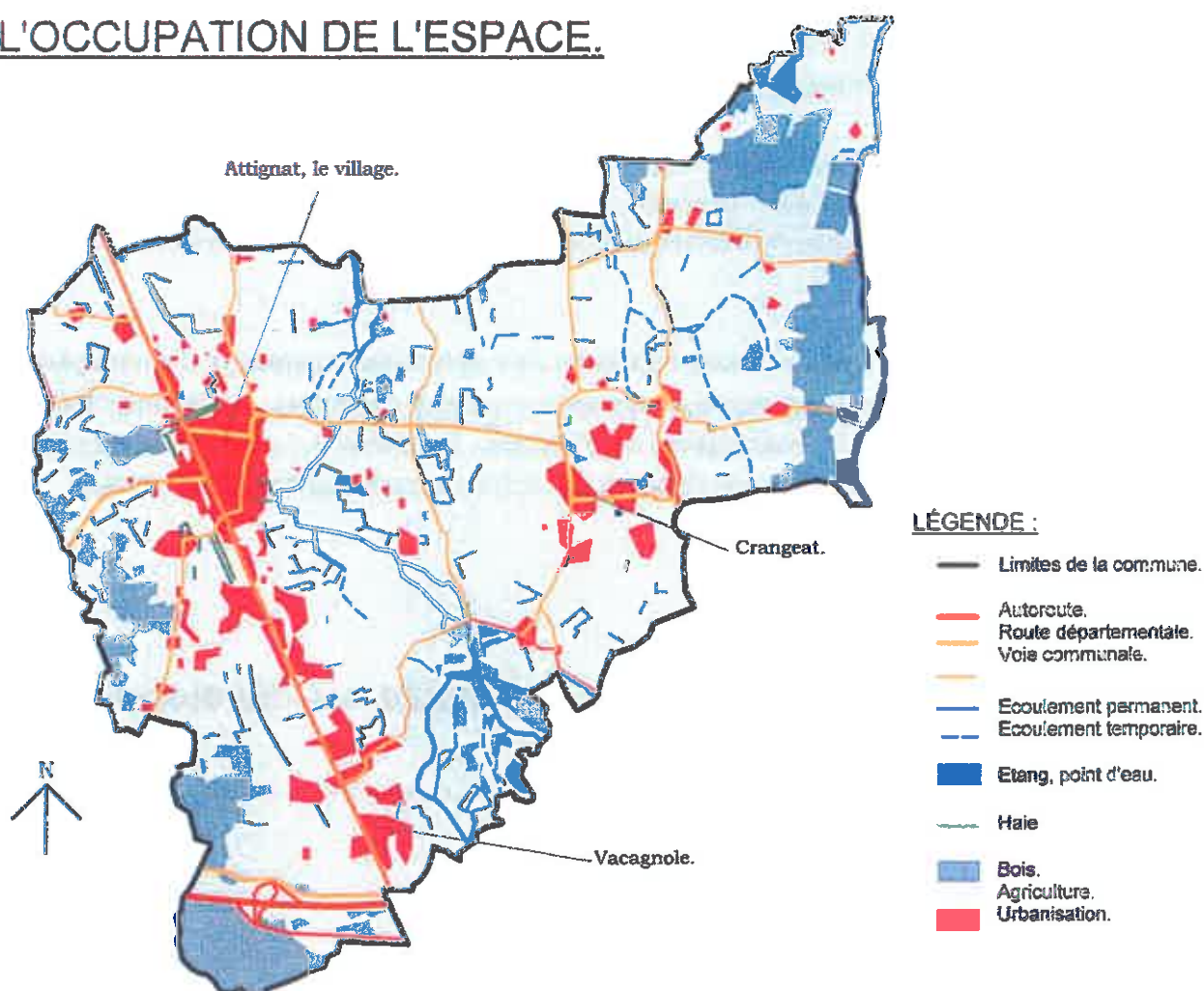
I.1 Organisation actuelle du territoire communal

Traditionnellement consacré à une activité agricole très largement dominante par le passé, le territoire communal est aujourd'hui encore très largement occupé de pâturages et de terres labourées.

Le village et ses principaux développements bâtis récents concentrent la majorité de la population communale. Les principaux hameaux sont situés le long de la RD 975 et au lieudit « Crangeat » ; les fermes isolées et écarts sont nombreux, dispersés dans l'espace rural.

Au total, ce sont donc **deux espaces contrastés qui se complètent et qui constituent le socle de l'activité économique locale**, « l'espace rural », et « l'espace urbain ».

L'OCCUPATION DE L'ESPACE.



H&D 01, Juin 2002
Sources: Carte IGN 1/25 000e (1999), et Données de terrain

A. L'espace rural :

Lors de l'élaboration du P.O.S. au début des années 80, la commune comptait près de 40 exploitations dont la taille moyenne était de l'ordre de 24 ha. Le vieillissement des exploitants et la modification des pratiques culturales ont cependant conduit depuis, à une réduction sensible du nombre d'exploitants, qui ne sont plus que **8 aujourd'hui** pour une superficie agricole utile totale cependant préservée de **1 120 ha**.

Au sein de la communauté d'agglomération, **Attignat** qui appartient manifestement à la 2^{ème} couronne de l'agglomération Burgienne, doit tout particulièrement veiller à la **protection des espaces ruraux** nécessaires au maintien des exploitations professionnelles agricoles existantes et à son cadre de vie.

Pour cela **il faut clairement protéger certains espaces ruraux de l'urbanisation**, et par là même freiner, d'une part, la montée des prix des terrains agricoles et permettre, d'autre part, une meilleure gestion de leurs territoires par les exploitants.

B. L'espace urbain :

A l'opposé de l'espace rural toujours convoité et constamment menacé en périphérie urbaine, mais jusqu'à présent préservé dans le cas d'Attignat, « l'espace urbain » s'est ici largement conforté en 20 ans sur la trame du centre bourg, le long de la RD 975 et sur le hameau de Crangeat.

La commune, qui par sa situation périurbaine a connu une importante croissance démographique et dynamique de construction, s'est impliquée dans la gestion de son territoire, notamment à travers les démarches menées par la communauté de commune de Montrevel-en-Bresse dont elle fait partie.

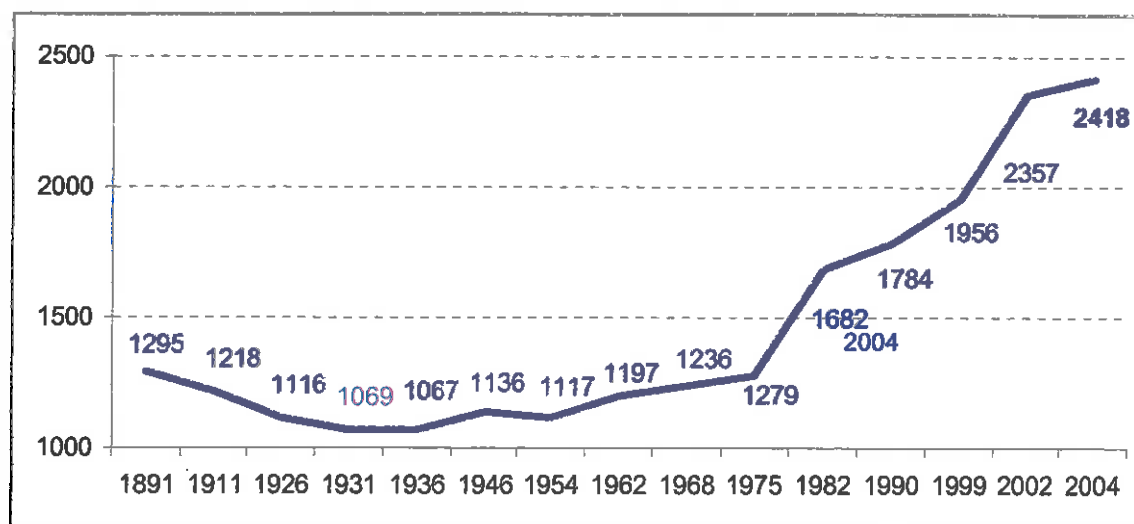
C'est ainsi qu'ont pu être cadrées et mises en œuvre de nombreuses opérations d'aménagement et constructions à destination de l'habitat (individuels ou petits collectifs), grâce aux différents programmes de gestion et de valorisation de l'espace, Programme Local d'Habitat (PHL), Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) ou encore de l'Agenda 21 local.

I.2 Un contexte démographique favorable au développement de la commune

- **Une croissance démographique soutenue**

Depuis 1975 la population d'Attignat n'a eu de cesse d'augmenter (+54,6%), mais elle connaît réellement une croissance spectaculaire depuis 1999, gagnant 494 habitants en 5 ans (soit + 99 personnes par an) alors qu'entre 1982 et 1999 la croissance de la population s'était alors relativement stabilisée.

Evolution de la population entre 1891 et 2004



Sources : INSEE RGP 99 et questionnaire communal

L'augmentation de la population est due essentiellement au solde migratoire positif induit par l'installation de nouvelles populations attirées par la situation et le cadre de vie qu'offre la commune.

Le solde naturel est également largement positif et contribue à cette augmentation de population.

Ainsi entre les deux derniers recensements 178 naissances contre 120 décès ont été enregistrées, soit un excédent naturel de 58 personnes. Selon des données communales, cette tendance se confirme depuis 1996 avec un accroissement naturel de la population d'en moyenne 8 personnes par an.

Les facteurs de variation

	75-82 %	82-90 %	90-99 %
Taux de natalité	14,68	11,89	10,73
Taux de mortalité	8,97	7,03	7,24
Taux annuel - solde naturel	+ 0,57	+ 0,49	+ 0,35
Taux annuel – solde migratoire	+ 3,40	+ 0,20	+ 0,54
Variation de la population	+ 3,97	+ 0,67	+ 0,89

La bonne santé démographique est donc directement liée à l'attractivité de la commune, les populations venant s'installer à Attignat, constituées principalement de jeunes ménages, étant certainement à l'origine d'une bonne partie du solde naturel.

- **Une population relativement jeune**

Comme en témoigne l'évolution du mouvement naturel, Attignat est une commune relativement jeune.

Structure par âge de la population

	1990	1999
0-19 ans	28,9%	26,1%
20-39ans	28%	25,8%
40-59 ans	26,1%	30,1%
60-74 ans	10,6%	13,2%
75 ans et plus	6,4%	4,9%

Les tranches d'âge de moins des 20 ans et des 20-39 ans (jeunes actifs) représentent chacune un peu plus d'un quart de la population et sont relativement stables.

Ce sont les 40-59 ans qui ont le plus augmenté depuis 1990, ce phénomène s'expliquant par le vieillissement des populations arrivées depuis 1975.

Une augmentation sensible des personnes âgées de 60 à 74 ans est cependant à relever, Attignat n'échappant pas au phénomène national de vieillissement de la population.

- **Un nombre de ménage qui progresse avec la croissance démographique.**

La croissance de la population s'accompagne d'une augmentation du nombre de ménages encore plus importante.

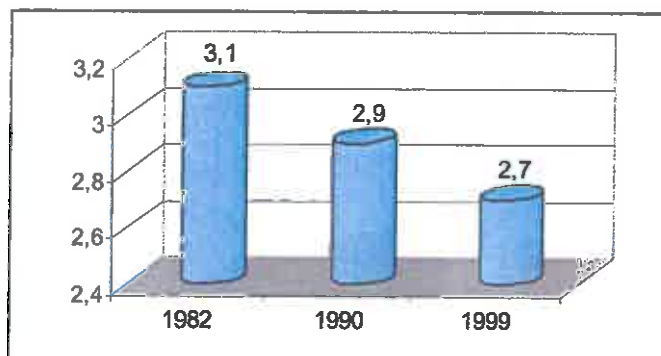
Taille des ménages en 1999

1 personne	19,7%
2 personnes	33,4%
3 personnes	18,5%
4 personnes	18,6%
5 personnes	8,2%
6 personnes et plus	1,5%

Selon la tendance nationale, une prédominance de petits ménages de une ou deux personnes totalisant, 53,1% de la population, est observée.

Cependant, les ménages comptant un ou deux enfants ne sont pas en quantité négligeable et représentent près de 40% de la population.

Taille moyenne des ménages
(nombre de personne par ménage)



Le nombre moyen de personnes par ménages est passé de 3,1 en 1982 à 2,7 en 1999. Il est encore supérieur à la moyenne nationale. A Attignat comme ailleurs on assiste à un phénomène de décohabitation.

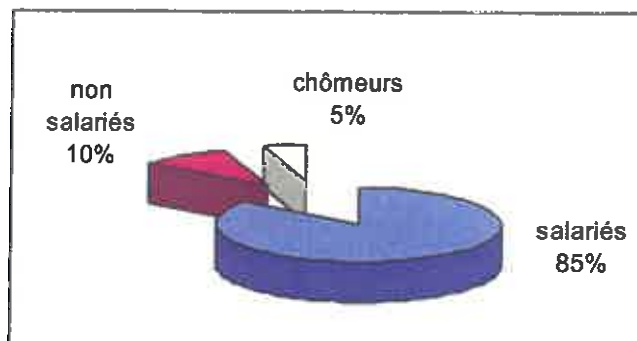
- **Une population active et une situation de l'emploi qui ne cesse de s'améliorer.**

La population active d'Attignat compte 959 personnes, soit 49,8% de la population totale de 1999 et a augmenté de 13% entre 1990 et 1999. Parmi cette population active 912 personnes sont occupées, le taux de chômage avoisine donc les 4,9% et accuse une augmentation sensible depuis 1990 où il atteignait alors 4,3% de la population totale.

Cependant, selon les données communales, le nombre de chômeurs connaît un certain recul en passant de 46 en 1999 à 33 en avril 2002.

Le taux d'activité relativement élevé est à rapprocher de la relative jeunesse de la population d'Attignat ; 46,7% de la population active est d'ailleurs âgée de moins de 40 ans.

Répartition de la population active en 1999

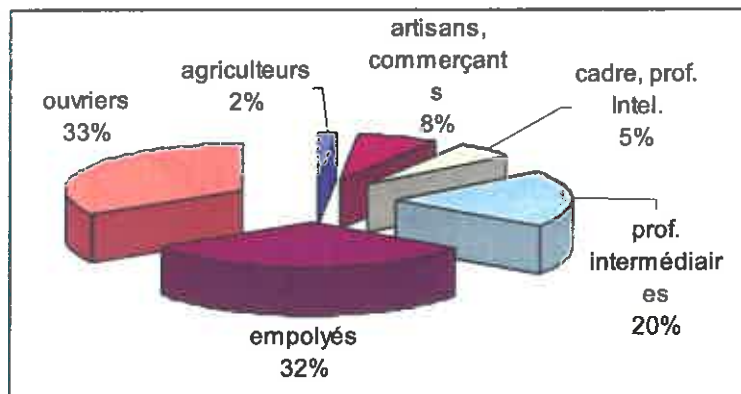


INSEE 1999

Parmi les 912 personnes qui ont un emploi, **98** exercent une profession à leur compte, les **814** autres sont salariés.

La répartition de différentes Catégories Socio-Professionnelles (CSP) a également beaucoup évoluée depuis 1982. Ainsi, seul les agriculteurs enregistrent une baisse et ce sont les employés et professions intermédiaires qui ont le plus augmenté.

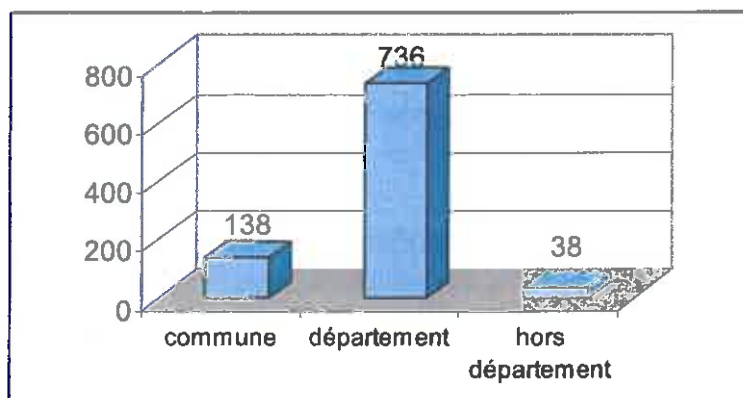
Répartition des CSP en 1999



Les migrations pendulaires (trajets domicile-travail) sont beaucoup plus importantes aujourd'hui qu'elles ne l'étaient en 1990, où 23,4% des actifs travaillaient encore sur la commune.

Aujourd'hui près de 85% des actifs travaillent hors de la commune d'Attignat dont 4,2% hors du département de l'Ain, l'agglomération Burgienne étant un bassin d'emploi très important.

Où vont travailler les habitants de la commune?



Ce phénomène joue un rôle important sur les déplacements.

I.3 Diagnostic habitat

Le bâti traditionnel dans ses formes, son organisation interne et sa répartition dans le territoire communal adopte des caractéristiques propres à la **Bresse**.

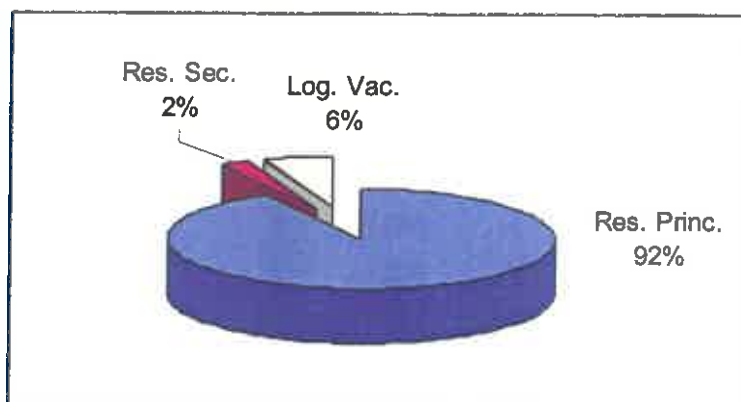
Des changements significatifs ont affecté la constitution du parc de 1982 à nos jours.

A. Caractéristiques et évolutions de ce parc de logements

- Un parc de résidences principales très présent (719 logements en 1999)

De 1990 à 1999, le parc de logements a connu une évolution significative (+ 112 logements) de +17%, un effort ayant été mené principalement sur les habitations à usage individuel (92,7%).

Répartition du parc en 1999

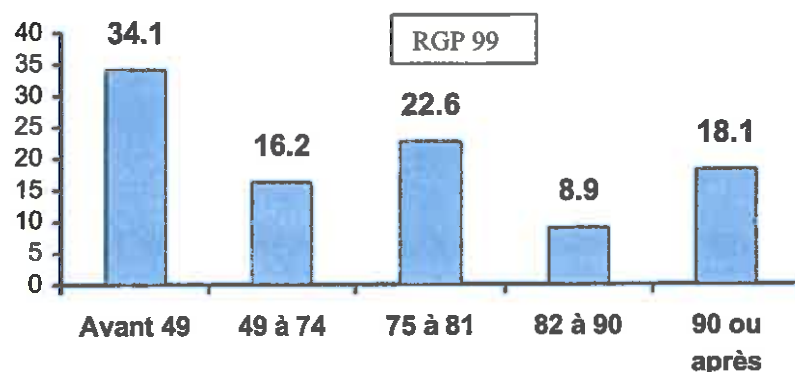


- Un parc ancien :

On note que **72,9 %** de ce parc a été construit avant 1982 avec un fort pourcentage **avant 1949 (34%)**.

Le parc récent quant à lui a été réalisé entre 1982 et 1999 représente 167 logements soit **21,7%**.

Nombre de logements selon l'époque d'achèvement en %

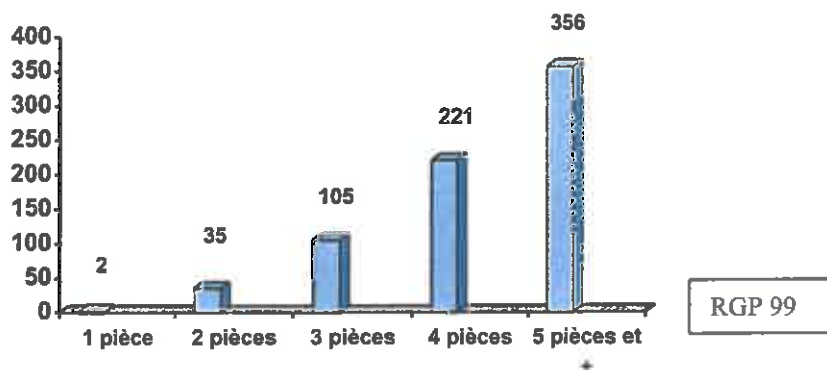


- **Un parc de très grande taille :**

On observe une très nette prépondérance de grands logements.

80,2 % des logements ont **au moins de 4 pièces** et seulement **5,2 %** ont **moins de 3 pièces**.

Taille des logements en 1999



- **Des situations d'inconfort qui persistent:**

Bien que la commune ait bénéficié d'une **OPAH entre 1997 et 2000** il reste encore quelques logements inconfortables.

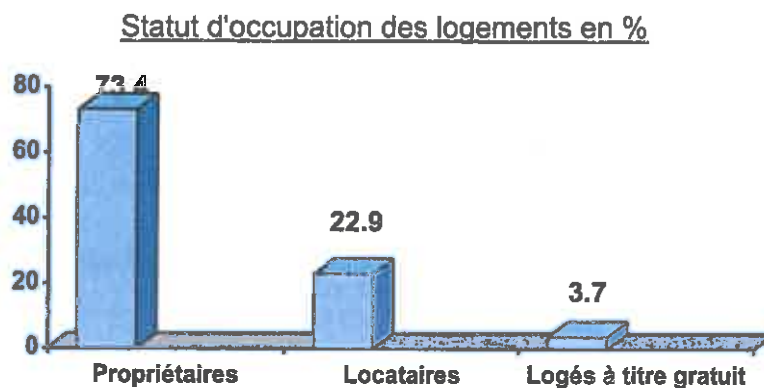
Il s'agit aujourd'hui de près de **98 % de logements qui ont les 3 éléments de confort** (bain, WC, chauffage central).

Les installations sanitaires et le chauffage sont des éléments objectifs d'appréciation de la qualité des logements.

- **Un parc locatif peu développé :**

Près de **7 emménagés sur 10** sont propriétaires de leur logement, **(73,4%)** en 1999.
3,7 % sont logés à titre gratuit.

Le parc locatif est passé de **128 logements en 1990 à 163 en 1999**. Il est composé pour l'essentiel de logements locatifs privés (**129**).



- **Un parc locatif social qui se développe bien sur la commune:**

Celui-ci comptait **10 logements en 1990**, aujourd'hui il représente **46 logements HLM** dont **près de 56% ont été construits après 1989**.

24 logements sont gérés par l'OPAC, **10** par une société d'économie mixte et **12** par Ain Habitat.

L'offre porte principalement sur du collectif (**25 logements pour 21 individuels**).

Le taux de mobilité de ses logement reste faible et était de **11,8%** en 1999.

Aucun logement n'était vacant au **1^{er} janvier 2001**, le taux de vacance tend vers 0.

L'ensemble des logements sont conventionnés donc éligible à l'APL.

Un loyer moyen par logement est de **31,25 €/m² de surface** en individuel et de **28,66€/m² en collectif** (montants obtenus après conversion des francs en euros).

- **Une dynamique de construction très importante :**

Entre 1990 et début 2002, la **construction de 189 logements autorisés à été commencée**, soit en moyenne **de 16 nouveaux logements par an**.

Ce mouvement de construction concerne des logement individuels à **88%**.

Afin de définir une maîtrise du foncier et de répondre à la demande en logements locatifs et en accession à la propriété un P.L.H. (Plan Local de l'Habitat) intercommunal a été signé en juin 1995 pour une durée de 5 ans.

- **Un fort développement des lotissements :**

La commune comptait en 2001 :

- 13 lotissement privés (126 lots)
- 1 lotissement districale (10 lots)
- 1 lotissement OPAC (15 logements collectifs et 9 individuels)

Ils sont très souvent implantés le long (ou à proximité) de la RD 975.

La superficie moyenne des lots avoisine les 1000 m² avec un prix de vente avoisinant 45 €/m².

B. Un marché local du logement particulièrement tendu

La demande en locatif demeure importante bien que la demande à l'accession à la propriété soit, quant à elle, de plus en plus soutenue. Celle-ci s'oriente sur des lots de 650 à 1000 m² en moyenne.

Les prix au m² ont quasiment doublé durant les 5 dernières années et atteignent aujourd'hui entre 40 et 45€ le m² en moyenne.

Les personnes souhaitant s'installer à Attignat recherchent et sont attirés par la qualité et le cadre de vie qu'offre la commune et surtout par sa proximité de l'agglomération burgienne et par son exceptionnelle accessibilité.

C. L'organisation territoriale du bâti à Attignat

Elle est la relation étroite avec l'évolution récente de la commune.

La structure traditionnelle de la commune rurale était faite d'écarts et fermes isolées, organisés indépendamment du centre bourg.

Sur cette structure ancestrale très clairsemée sont venues se plaquer, depuis une trentaine d'années, de nouvelles formes bâties ; de l'individuel pavillonnaire et des immeubles collectifs qui se sont implantées le long de la RD 975 et à l'ouest de cet axe.

Les hameaux connaissant un développement plus limité.

I.4 Contexte économique

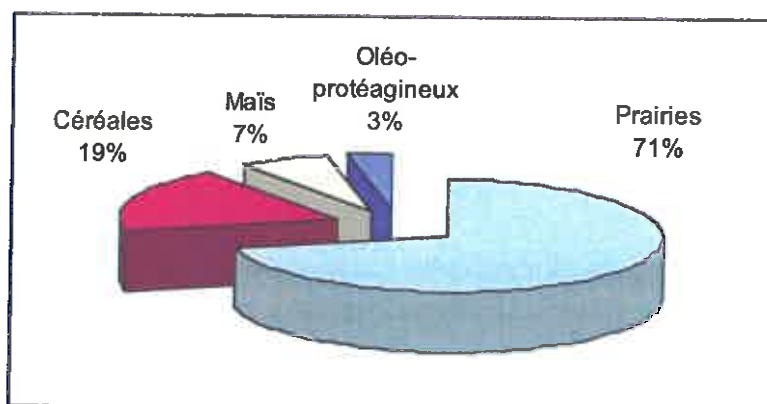
A. Une activité agricole encore bien présente :

La commune possède au total une vingtaine d'exploitations dont **8 exploitations professionnelles** utilisant 67 ha de SAU moyenne et réparties de façon homogènes sur le territoire.

Depuis 1988 le nombre d'exploitant a été divisé par 2 et les exploitants de plus de 55 ans représentent 50% des agriculteurs, ce qui pose le problème de renouvellement des chefs d'exploitations. Mais un bon nombre de jeunes agriculteurs sont également recensés et présentent des structures économiquement viables.

La **S.A.U.** (Surface Agricole Utile) communale est de 1120 ha et les exploitations ayant leur siège de sur la commune exploitent près de **812 ha de S.A.U**, dont **71% correspondent à la superficie toujours en herbe**.

La SAU des exploitations en 2000



Les productions dominantes sont l'élevage bovin (notamment laitier), avec un cheptel de près de **349 vaches**.

Attignat qui fait partie de l'A.O.C. "Volaille de Bresse", compte également des ateliers avicoles.

La commune souhaite préserver cette activité agricole. Elle a engagé des efforts d'aménagement foncier.

B. Un tissu économique dynamique :

Attignat voit progressivement son économie se diversifier notamment grâce au développement d'une **politique d'accueil des entreprises sur son territoire**.

Les entreprises de l'industrie des transports et du bâtiment ont une forte représentativité. Attignat concentre près de 12,1% des entreprises totales du canton. Une zone d'activité de 25ha (dont 11ha viabilisés) située au Sud de la commune près de l'échangeur autoroutier permet d'accueillir les entreprises qui souhaiteraient s'implanter.

- **Le secteur industriel :**

La commune compte 3 unités industrielles de plus de 100 salariés : C.M.S.I., Ets TROUILLET et TGC CHENAUX.

Dans ce secteur, entre 1990 et 1999, les emplois ont augmenté de 122,5% et 4 nouvelles entreprises doivent s'installer prochainement (représentant environ 40 emplois).

- **Le secteur artisanal :**

Parallèlement à cette activité industrielle, un certain nombre d'artisans sont recensés (*maçonnerie, carrosserie, menuiserie,...*).

- **Le secteur tertiaire :**

Le tissu commercial est constitué de 12 structures commerciales sont recensées sur la commune. Elles couvrent la gamme des besoins quotidiens (*boulangerie, boucherie, pharmacie, épicerie, coiffeur, tabac, café-restaurant, ...*).

- **Les services et administrations :**

Les principaux services sont présents sur la commune soit au total 16 structures de services et notamment des services médicaux (*maison médicale avec médecins et kinésithérapeute, orthophoniste, ...*)

C. Une offre touristique limitée :

La communauté de commune de Montrevel-en-bresse se positionne sur une offre en tourisme vert et patrimonial.

En ce concerne l'offre patrimoniale, **Attignat** a conservé un certain nombre de spécificités de l'architecture bressane mais l'essentiel de ce patrimoine bâti relève du domaine privé.

La présence du château de Salvart, de belles fermes et de trois anciens moulins sur la Reyssouze ainsi que le clocher en forme de vrille sont à relever. Des éléments de petit patrimoine vernaculaire complète le patrimoine architectural.

L'offre en sentiers de randonnée (3 sentiers fléchés) s'appuie essentiellement sur la découverte d'éléments patrimoniaux du territoire communal (**fermes, bocage bressan, ...**).

Un plan d'eau au lieudit "**Le Vernay**" complète l'offre en activité à travers la pêche.



Le clocher d'Attignat
Cliché HD01 (PP) juin 2002

I.5 Diversité des équipements et services à la population

A. Des réseaux bien adaptés

• La voirie:

La commune compte **44 km de voirie** qui génère chaque année des travaux de renforcement et des enduits.

• Le réseau d'assainissement :

Le réseau d'assainissement collectif concerne les secteurs du bourg et de ses extensions récentes et de "**Vacagnole**", majoritairement de type unitaire (séparatif pour les quartiers périphériques).

La commune est équipée de deux stations d'épuration : celle du bourg a une capacité de traitement de 1200 Eqh (équivalent habitant) et celle de "Vacagnole" (qui collecte également la zone d'activité) de 1000 Eqh.

En raison de la topographie 5 pompes de relevages ont été implantées pour permettre l'assainissement.

250 logements sont encore non raccordés à l'assainissement collectif, tous disposent d'un système de pré-traitement.

- **Le réseau d'eau potable**

L'adduction d'eau potable de la commune relève du syndicat Veyle – Reyssouze – Vieux-Jonc. La gestion est assurée par contrat d'affermage par ALTEAU Environnement. La source de captage de Polliat alimente la commune qui dispose d'un château d'eau.

B. Des services et équipements en direction de l'ensemble de la population :

La commune met à la disposition des habitants:

- L'espace Salvart : centre culturel de 1000 m² équipé en audio-visuel et château avec salle de réunion.
- Une bibliothèque et un club informatique
- Un centre aéré (ouvert pendant les petites vacances et aux mois de juillet et d'août)

C. Des équipements sportifs complets :

La commune dispose de :

- Des terrains de sports (foot, basket)
- Une salle multisports
- Deux courts de tennis.
- Un skate parc.

D. Un système éducatif adapté aux besoins communaux :

La prise en charge des enfants scolarisés se fait de la maternelle primaire grâce à :

- Un groupe scolaire accueillant 228 élèves dans 8 classes (dont 3 maternelles).

- Une école privé accueillant 135 élèves dans 5 classes.

E. Une vie associative particulièrement dynamique :

31 associations locales dynamiques, dont l'union musical et un comité d'animation, sont à l'origine de différentes et nombreuses manifestations annuelles dont, **le salon du livre ou le festival de musique des flots**.

I.6 Besoins et perspectives d'évolution

A. Les besoins

Attignat connaît actuellement une croissance démographique d'environ + 4 % par an ; le desserrement de l'agglomération Burgienne étant à l'origine du développement résidentiel des communes péri-urbaine et rurale des deuxièmes et troisièmes couronnes de l'agglomération.

Dans l'hypothèse d'un maintien du taux de croissance annuel moyen, la population pourrait atteindre 3000 habitants d'ici 3 à 4 ans.

Le diagnostic permet d'établir les conclusions suivantes :

- **En matière de logement**, nous avons vu que le nombre de logements vacants est de 45 (en 1999) et représente 6 % de l'ensemble du parc de la commune ; grâce à deux OPAH un certain nombre de ces logements ont déjà été réhabilités.
- **L'avenir se porte donc sur la construction neuve**. C'est pourquoi la commune souhaite développer sa capacité résidentielle.
- En matière d'infrastructures et d'équipements, la commune souhaite initier un certain nombre de projets visant à améliorer son offre en équipement.

B. Perspectives d'évolution – Population et Logements

L'objectif de la commune d'Attignat est d'anticiper l'arrivée d'une nouvelle population, qui pourrait atteindre 3000 habitants en 2007-2008 lors du recensement complémentaire.

Ce projet s'inscrit dans une optique de poursuite de la dynamique et de revitalisation de la commune qui comprend :

- La création de logements (individuel et petits collectifs) à travers la construction neuve et la réhabilitation du parc ancien et vétuste du centre ville et des hameaux.
- Le développement d'activités commerciales et de service de part et d'autre de la RD 975 et dans le bourg.
- L'aménagement de la traversée de la RD 975 : sécuriser les déplacements, poches de stationnement nouvelles dans le bourg à l'écart de la RD 975, cheminement sécurisés (pour piétons et cycles notamment), ...

TITRE II : ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

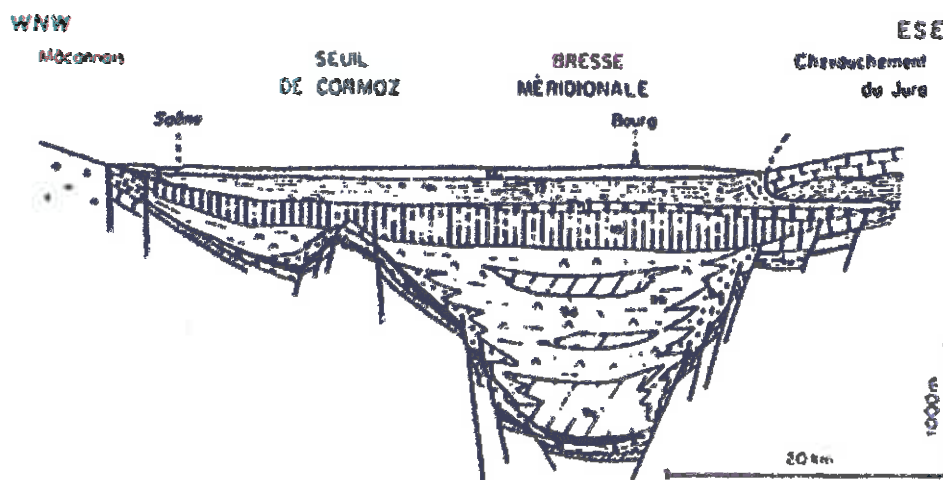
II.1 Situation actuelle : état initial du site et de l'environnement

A. Morphologie

Le territoire d'Attignat se situe au cœur de la dépression de la Bresse qui s'étend des contreforts calcaires du jura jusqu'au socle cristallin du Beaujolais

La plaine de Bresse est un ancien bassin d'effondrement constitué suite aux bouleversements de l'ère tertiaire (-60 m.a.). Le lac bressan, ancienne lagune d'un bras de mer retirée lentement vers la Méditerranée, s'installe il y a 5 millions d'années. Cailloutis, dépôts, sables et galets descendus des Alpes comblent ce lac. Au quaternaire la mise en place de glaciers (-2 m.a.) et leur lente progression puis les phases chaudes (fonte des glaciers et écoulements d'eaux courantes) font alterner les dépôts morainiques et fluvio-glaciaires avec ceux de matériaux plus fins et argileux.

Géomorphologie du bassin bressan

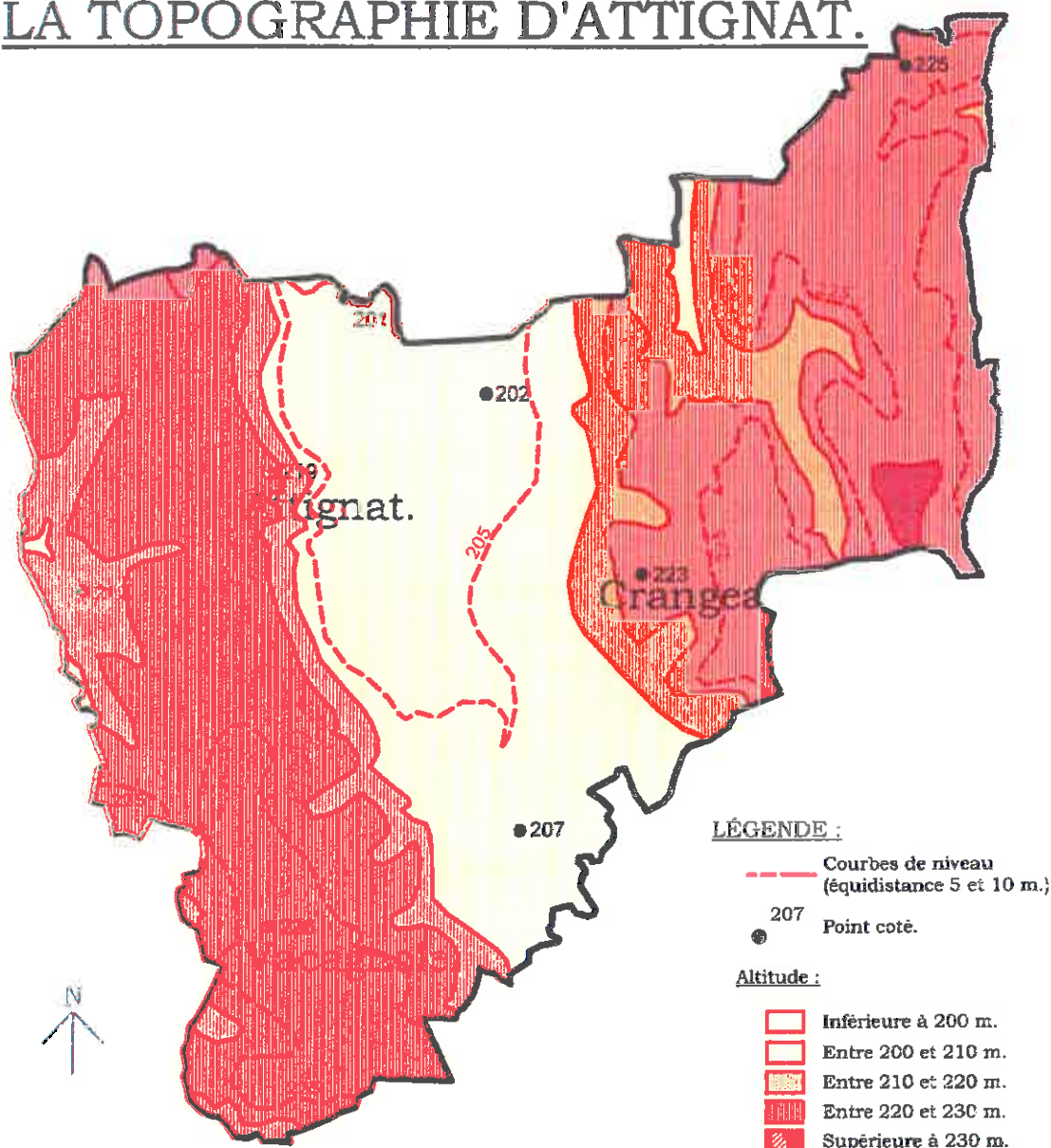


De part cette formation géologique les sols sont de nature très fortement imperméable.

Le relief d'Attignat se présente donc comme celui d'une plaine d'orientation Nord – Sud, vallonnée au relief très peu marqué.

L'altitude y varie entre 200 mètres d'altitude au Nord dans la vallée de la Reyssouze à 230 m à l'Est du territoire communal.

LA TOPOGRAPHIE D'ATTIGNAT.



H&D 01, Juin 2002.
Source : Carte IGN 1/25 000e (1999).

La vallée de la Reyssouze, d'écoulement sud-nord, partage le territoire communal en deux petits plateaux.

La rivière prend sa source dans le massif karstique de calcaires jurassiques du Revermont. Elle traverse ensuite les marnes bleues de Bresse, puis les limons bressans (argileux) et les anciennes moraines du quaternaire.

Son lit proprement dit est constitué d'alluvions récentes et suit pratiquement une paléo-rivière du quaternaire.

La Reyssouze a un régime pluvial et dépend donc directement des précipitations ; son lit étant peu profond et peu encaissé, les débordements sont assez fréquents.

La qualité des eaux de la Reyssouze est assez moyenne voire médiocre et ce à cause de l'urbanisation grandissante, de la modification des pratiques agricoles et de la disparition de la ripisylve.

Le réseau hydrographique d'Attignat est complété par deux affluents de la Reyssouze : le Jugnon et le bief des Merciers ainsi que par de petits écoulements temporaires (ruisseau du Salençon).

La Reyssouze
Cliché HD01 Juin 2002



B. L'occupation du sol

En matière d'occupation du sol et donc de perception paysagère de la géographie d'Attignat, on observe deux économies distinctes, une « **économie rurale agricole** » et une « **économie urbaine** ».

• « L'économie rurale agricole »

Le **domaine agricole** est partagé entre les prairies, pâtures et cultures et entre les bois qui occupent 225 ha soit 12% du territoire et sont implantés principalement en limites communales.

Les **prairies et pâtures** dominent le paysage agricole et les cultures se font rares et sont dispersées sur l'ensemble du territoire. Un réseau bocager rythme ce paysage de vallée agricole.

Le bocage bressan à Attignat
Cliché HD01 juin 2002



Les boisements sont disséminés sur le site. Ils sont de taille moyenne et, dans le parcellaire, cloisonnés de haies. Leur composition presque exclusivement de feuillus (chênes, charmes, acacias, saules en point bas) est parfaitement similaire à la composition des haies. L'ensemble est donc unitaire du point de vue végétal

Les bâtiments de ferme sont répartis en de nombreux écarts sur l'ensemble du territoire. Ils sont rarement groupés, et sont plutôt installés sur les parties dominantes.

L'« économie rurale » génère donc un paysage végétal sur l'ensemble du territoire, fait d'une alternance de champs et de bois, entrecoupés de haies et où sont disséminés des bâtiments de ferme transformés en logements.

- **L'« économie urbaine »**

Elle est influencée par la proximité de Bourg-en-Bresse, et donc par l'urbanisation périurbaine que génère la ville centre, et donne à voir diverses formes urbaines ou d'urbanisation.

Structures anciennes et denses

Le bourg d'Attignat, implanté sur le plateau de la rive gauche de la Reyssouze, s'étire le long de la RD 975

Le deuxième type d'organisation de l'habitat correspond à des formes dispersées de l'habitat (fermes isolées). Certaines de ces fermes font partie d'un patrimoine architectural ancien et typique de la Bresse.



Ferme bressane à Attignat – Cliché HD01 juin 2002

Structures récentes et denses

L'extension du village le long de la RD 975 a fait d'Attignat un village rue.

Les formes urbaines récentes se situent donc aux entrées de ville et plus particulièrement au Sud ainsi qu'à l'Ouest de la RD 975, ce sont le plus généralement des lotissements pavillonnaires même si quelques petits collectifs ont été construits.



Alignement urbain le long de la RD 975 – Cliché Internet

L'"économie urbaine" génère donc ici un paysage de formes urbaines hétérogènes qui s'étend le long de la RD 975.

C. Caractéristiques et particularités de la commune

La commune d'Attignat a un caractère typiquement bressan.

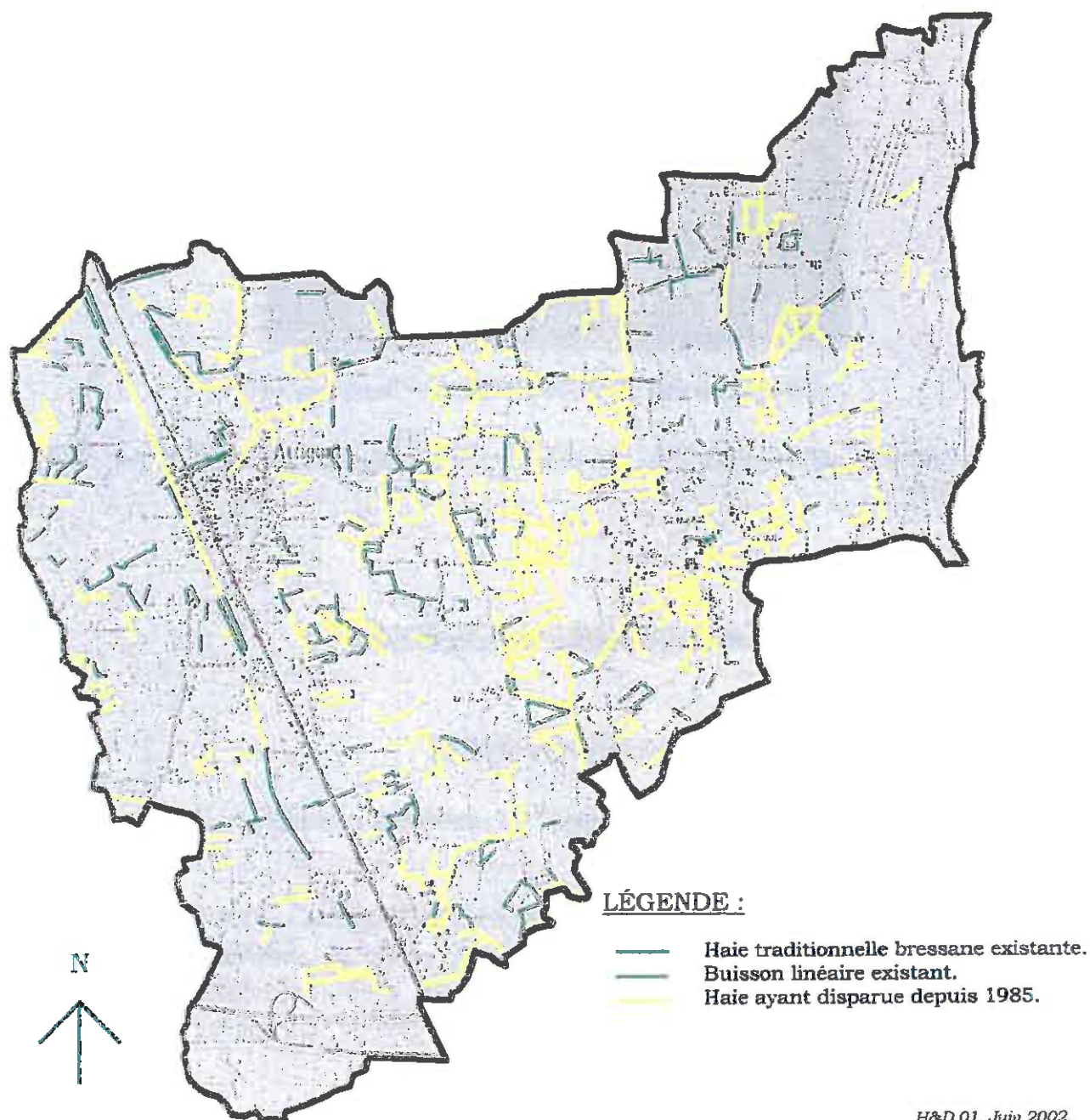
Le bocage bressan constitue l'élément majeur du patrimoine communal, tant par son intérêt environnemental, paysager ou culturel.

Il se caractérise par une forme de bâti typique, la ferme bressane, et par le réseau de haies qui maille son territoire. Les haies encore présentes font partie du patrimoine historique (elles témoignent des traditions d'utilisation du sol) et naturel. Elles sont source de richesse en biodiversité et elles ont donc une grande fonction biologique (refuge pour animaux).

Le bocage présente de nombreux avantages :

- Protection contre le vent et le soleil, emmagasinement et redistribution de la chaleur. Ces phénomènes conduisent à la création de microclimats favorables à l'accroissement des rendements.
- Production de bois d'œuvre, de chauffage ou pour toute autre utilisation (piquets, copeaux, ...).
- Production de fruits, tels que des baies mûres, prunes, merises, ...
- Stabilisation des terrains en freinant les écoulements et favorisant l'infiltration.
- Contribution à donner un bon cadre et une bonne qualité de vie. (Paysage remarquable, dissimulation des bâtiments d'exploitation inesthétiques et les habitations).

EVOLUTION DU RESEAU DE HAIES ENTRE 1985 ET 2002



H&D 01, Juin 2002.
Sources carte IGN 1/25 000e (1999) et Plan du réseau de haies.

La vallée de la Reyssouze présente un intérêt majeur ; elle fait l'objet d'un contrat de rivière signé en 1997, qui permet la gestion, la mise en valeur et la réhabilitation de cette vallée, et de mettre en place des mesures de protection contre les crues.

La ripisylve est intéressante et à protéger. Elle permet notamment de préserver une certaine qualité des eaux, de limiter la montée de crue et elle constitue un refuge pour la faune aviaire rivulaire.

D. Enjeux environnementaux et paysagers

• Enjeux environnementaux

La vallée de la Reyssouze et sa ripisylve déjà très fortement marquées par l'urbanisation sont à préserver et à mettre en valeur.

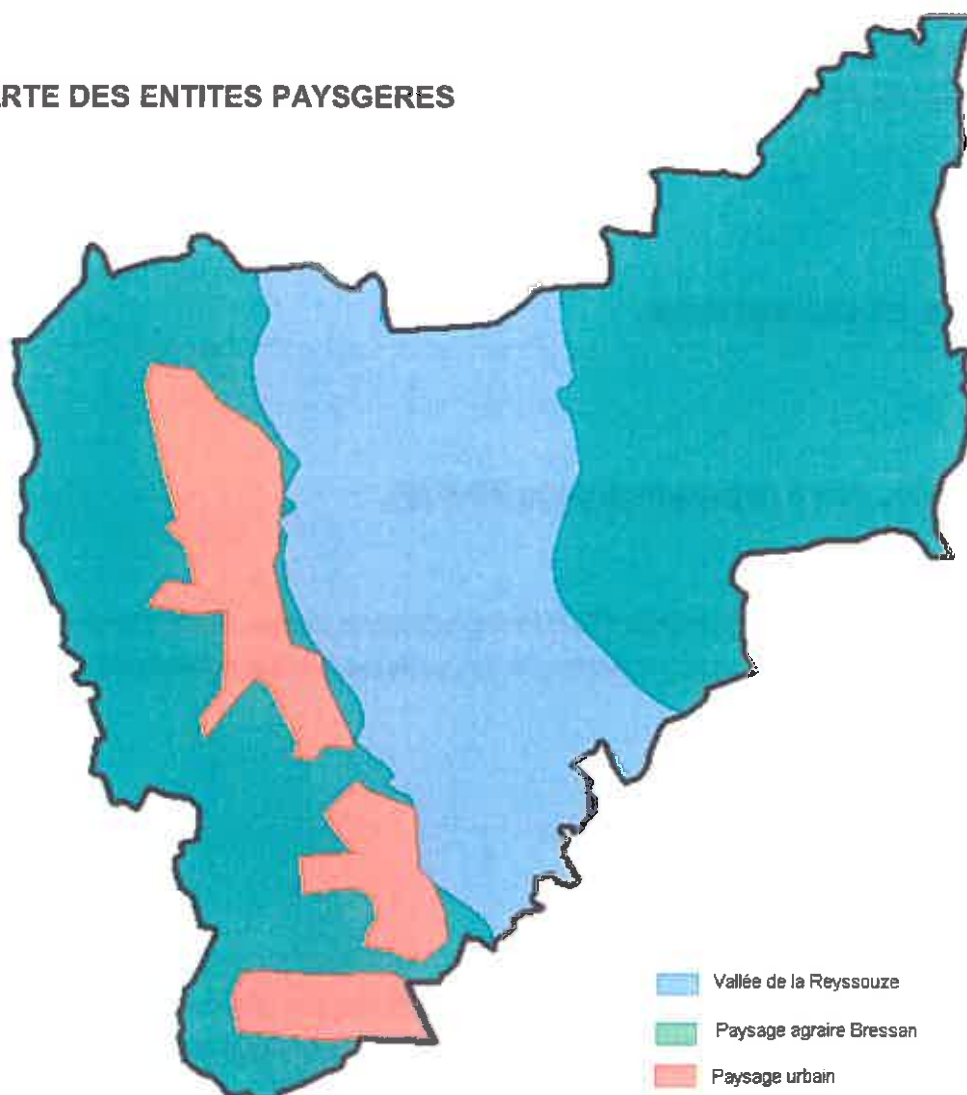
Les boisements sont également à conserver.

Le bocage bressan joue également un rôle de corridor écologique, dans la mesure où il permet les échanges entre les écosystèmes et notamment entre les différents massif boisés et boisements rivulaires.

• Enjeux paysagers

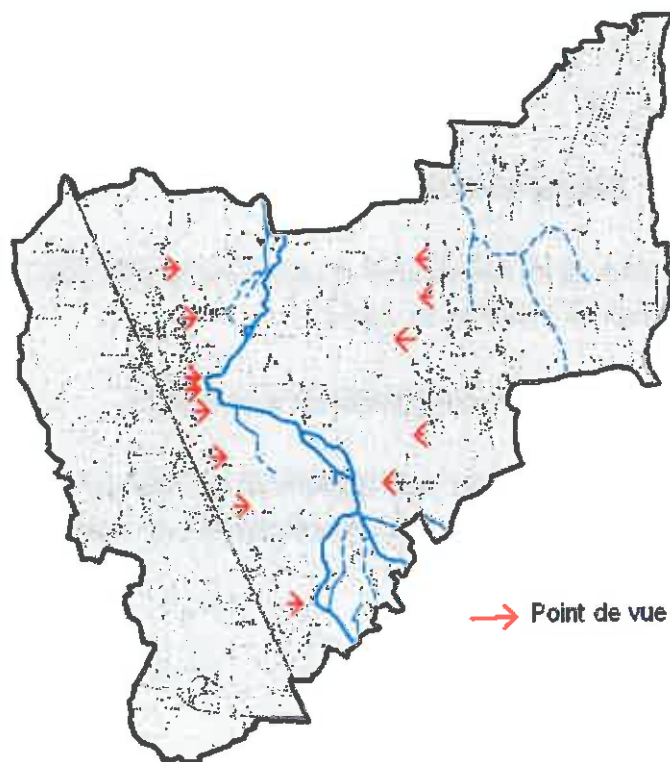
Le territoire a pour valeurs paysagères fondamentales la vallée de la Reyssouze ainsi que le paysage rattaché au terroir de la Bresse.

CARTE DES ENTITES PAYSAGERES



Certains beaux points de vue, depuis le plateau occidental, sur la vallée et sur le Revermont sont à préserver

La préservation des paysages, passe par une intégration de ces paramètres dans les projets d'aménagement et une gestion quotidienne de ce patrimoine. Elle est, de très loin, préférable à une reconquête a posteriori, souvent accomplie au prix d'efforts très lourds, et dont la réussite n'est ni immédiate, ni assurée.



La conservation de cette valeur de terroir dépendra ainsi du maintien :

- de l'activité agricole (systèmes de production),
- de la maîtrise du développement urbain.

II.2 Risques et nuisances

A. Nuisances liée à la présence de la RD 975

Le trafic routier de la route départementale RD 975 traversant le village, et notamment le trafic de poids lourds pose principalement des problèmes de sécurité mais induit également des nuisances sonores et olfactives.

B. Risques technologiques

Des risques technologiques sont liés à la traversée du territoire par les canalisations de transport de gaz « ETREZ – BALAN -TERSANNE » et « ETREZ – ARS s/FORMANS », la canalisation

d'éthylène « CARLING – VIRIAT » et la présence du stockage d'éthylène sur la commune de Viriat à proximité d'Attignat

Stockage d'Ethylène de Viriat

Il a été déclaré d'intérêt général le 18 octobre 1965.

Trois périmètres de sécurité ont été délimités autour du stockage de Viriat :

- périmètre de sécurité de 400 mètres autour de chaque cavité pour la protection des installations dans lequel aucune autorisation de construction nouvelle ne sera délivrée sauf si elle concerne l'aménagement ou l'exploitation du stockage ;
- périmètre de sécurité dans un rayon de 690 mètres pour l'information obligatoire du public correspondant à la zone concernée par les effets d'un accident de gravité maximale et de probabilité faible dans l'hypothèse où les mesures de sécurités ne fonctionneraient pas
- périmètre de protection de 1000 mètres (délimité par des bornes rouges) qui implique deux types de contraintes : la compatibilité de tout projet industriel avec le stockage (examinée par l'autorité préfectorale) et une autorisation préfectorale obligatoire préalable à tout forage de plus de 500 mètres dans ce secteurs.

L'arrêté préfectoral du 5 mai 2000 détermine une zone de vigilance de part et d'autre de la canalisation, dans laquelle l'exploitant à en charge la gestion des données relatives à l'urbanisme et au droit des sols. Il faut savoir que le risque zéro n'existe pas. Les études de sécurité indiquent qu'en cas d'explosion du produit présent dans la conduite, des effets peuvent être ressentis dans cette zone de vigilance, effets d'autant plus graves que la canalisation est proche. Ainsi, des effets létaux sont possibles dans une zone d'effets mortels et des blessures (effets irréversibles) avec détérioration de portes et fenêtre et destruction de la plupart des vitres dans un plus large périmètre.

Canalisation de gaz « ETREZ – BALAN -TERSANNE »

L'arrêté préfectoral du 5 mai 2000 détermine une zone de vigilance (effets irréversibles) de 620 m de part et d'autre de la canalisation avec des effets létaux possibles dans une zone de 360 m de part et d'autre de la canalisation.

Canalisation de gaz « ETREZ – ARS s/FORMANS »

L'arrêté préfectoral du 5 mai 2000 détermine une zone de vigilance (effets irréversibles) de 420 m de part et d'autre de la canalisation avec des effets létaux possibles dans une zone de 230 m de part et d'autre de la canalisation.

Canalisation Ethylène Est « CARLING – VIRIAT »

L'arrêté préfectoral du 5 mai 2000 détermine une zone de vigilance (effets irréversibles) de 730 m de part et d'autre de la canalisation avec des effets létaux possibles dans une zone de 400 m de part et d'autre de la canalisation.

Monsieur le Préfet de l'Ain, dans un courrier en date du 5 janvier 2005, demande la prise en compte des risques induits par les canalisations de transports de produits chimiques et énergétiques en ces termes :

« (...) »

Je tiens à appeler tout particulièrement votre attention sur les contraintes générées dans les zones de vigilance et destinées à la protection des populations.

Dans ces zones de vigilance, il m'apparaît fondamental qu'en qualité d'autorité responsable de la sécurité dans votre commune, vous mettiez en œuvre la démarche de prévention suivante :

- *il vous est demandé de faire preuve de vigilance à proximité des canalisations pour éviter de densifier l'urbanisation dans la zone correspondant à la limite des effets significatifs où peuvent survenir des blessures graves,*
- *si, malgré tout, des projets urbanistiques doivent être réalisés, vous devrez prendre l'attache des exploitants des canalisations afin que toute disposition de protection complémentaire puisse être prise. En tout état de cause, vous êtes invités à proscrire, dans la zone correspondant aux effets mortels, la construction ou l'extension d'établissements recevant du public relevant des catégories 1 à 4 ainsi que des établissements de plein air de la 5^{ème} catégorie.*

C'est à l'occasion de l'évolution des documents d'urbanisme que devront être intégrés ces réflexions.

(...) »

L'entreprise « Gaz de France » a racheté une parcelle au nord est de la commune afin de réaliser d'ici 15 à 20 ans une cavité de stockage de Gaz. Il est prématuré de prévoir un zonage du P.L.U. permettant une telle installation qui pourrait être envisagé lors de la prochaine révision générale du document (quand le projet sera affiné). Le présent P.L.U. ne permet pas la constructibilité du secteur concerné afin de se prémunir d'éventuels risques ultérieurs.

De même, bien que le périmètre de demande de concession pour une mine de sel va être officialisé prochainement, le forage ne sera pas réalisé avant les 10 prochaines années. Précisons qu'aucune perspective ultérieure de stockage de gaz dans la cavité créée ne peut être envisagée et qu'il n'y aura pas d'autre risque technologique induit par un tel ouvrage. Le P.L.U ne prévoit donc pas de zonage particulier pour un tel forage compte tenu de l'échéance de sa réalisation.

Enfin, un Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) devrait être réalisé d'ici là, et permettra de clarifier les différentes situations (projets de forage, de stockage, mesures de prévention face aux canalisations et au stockage existants). Ses prescriptions tiendront compte à la fois des risques induits (aléas) mais également de leurs probabilités ; ainsi, étant en présence de risques majeurs (très fort aléas et très faible probabilité), les distances de sécurité aujourd'hui imposées devraient être plus restreintes que celles aujourd'hui applicables et instaurées par les servitudes (celle-ci ne tenant pas compte de la probabilité que le risque survienne mais seul de ses effets). Dès l'application du PPRT le P.L.U. devra être modifié en conséquence afin de garantir la compatibilité et la conformité des documents.

TITRE III : CHOIX RETENUS POUR ETABLIR LE PADD ET DELIMITATION DES ZONES

III.1 Rappel des grands objectifs du Projet d'Aménagement de Développement Durable

Les orientations générales du P.A.D.D. portent sur les grands principes suivants :

- Valoriser le paysage et renforcer la qualité du cadre de vie,
- Préserver l'environnement en protégeant la zone agricole et les espaces fragiles,
- Promouvoir une politique de l'habitat plus diversifiée et plus économe des ressources foncières,
- Conforter le niveau d'équipement,
- Mettre en œuvre une politique de déplacements.

III.2 Présentation des orientations par thème

A. Préservation de l'environnement

- **Valoriser le paysage et renforcer la qualité du cadre de vie**

Il ressort du diagnostic que le développement urbain doit être maîtrisé pour préserver le maximum d'espaces naturel, agricole ou forestier.

La commune souhaite :

- Maîtriser l'urbanisation et densifier les zones déjà urbanisées en utilisant le bâti existant.

- **Préserver l'environnement en protégeant la zone agricole et les espaces fragiles**

Il ressort du diagnostic que les paysages et milieux naturels sont particulièrement intéressants. Ils sont les supports du développement agricole, et doivent être conservés

Les élus souhaitent étendre et renforcer la **protection des espaces agricoles et naturels** :

- En veillant au maintien de chaque exploitation existante même si les évolutions annoncées de la politique agricole commune rendent difficiles d'anticiper les évolutions à venir de l'activité.
- En maintenant une S.A.U. la plus étendue possible en évitant de générer des contraintes de fonctionnement aux exploitations :
- En respectant une distance minimum entre l'urbanisation et les exploitations qui ne grève pas à long terme le développement agricole, ainsi qu'une distance de 100 mètres entre un bâtiment d'exploitation et une maison d'habitation.
- En promouvant les projets agricoles de valorisation des paysages.
- En instaurant une réglementation plus adaptée de la zone A.
- En protégeant en zone N de la vallée de la Reyssouze.
- En appliquant une réglementation de la zone N qui n'autorise que les constructions et ouvrages liés à des équipements d'infrastructures, à des équipements liés à l'entretien et à la préservation du milieu naturel, et à des bâtiments d'exploitation forestière.

B. Orientations en matière de développement urbain

- **Promouvoir une politique de l'habitat plus diversifiée et plus économe des ressources foncières**

La commune souhaite :

- Proposer un habitat attrayant diversifié et abordable, avec un souci de mixité.
- Prévoir des zones d'urbanisation futures (1AU) à court terme à proximité des réseaux et des zones déjà urbanisées.
- Étendre des zones d'urbanisation futures (2AU) à long terme pour permettre une extension du village de demain.
- Aménager les liaisons inter quartiers, les espaces publics et le stationnement.

- **Conforter le niveau d'équipement**

L'attractivité de la commune passe par le maintien des services et de commerces nombreux variés et complémentaires, par un cadre de vie de qualité (paysage naturel et paysage urbain), par le traitement de certains espaces publics, poches de stationnement, traitement des abords immédiats, espace de rencontre...

La commune souhaite programmer de nouveaux espaces réservés aux futurs équipements afin de garantir l'attractivité du village de demain.

Pour cela la commune à prévu :

- L'extension de son réseau d'assainissement collectif
- Des emplacements réservés : *extension des équipements scolaires, péri-scolaires et sportifs, création d'équipements pour personnes âgées, création de voirie et de liaisons piétonne.*

C. Mettre en œuvre une politique de déplacements

La commune connaît sur la RD 975 un passage important de véhicules (11000/jour) générant bruit et nuisances diverses. L'objectif est donc de sécuriser et faciliter les déplacements.

Pour cela la commune souhaite :

- Continuer d'aménager la traversée de la commune en limitant la vitesse et en sécurisant les voies très fréquentées.
- Aménager l'entrée Nord de la ville et sécuriser la sortie de l'échangeur A40 et de la zone d'activité.
- Maintenir une voie de contournement Ouest

TITRE IV : LA COMPATIBILITE DES DISPOSITIONS DU P.L.U.

IV.1 L'environnement

L'analyse de l'état initial du site et de l'environnement liste un certain nombre d'enjeux en vue de la révision du P.L.U. C'est à travers la confrontation des dispositions préconisées avec les recommandations, qu'est appréciée la compatibilité des dispositions retenues.

A. La protection des milieux et des paysages

- **Les espaces naturels**

Les milieux naturels remarquables

Le PLU assure la préservation des milieux alluviaux de la Reyssouze par leur classement en zone N.

Une zone de carrière a été délimitée dans le P.O.S. précédent suite à une demande formulée par la DRIRE. Ce périmètre a été maintenu dans le présent P.L.U. sans aucune modification. Il faut préciser qu'un tel zonage n'induit pas nécessairement des affouillements sur l'ensemble du secteur délimité mais laisse la possibilité d'utiliser les richesses du sol selon la volonté de la DRIRE. C'est au moment de la demande d'autorisation d'exploitation de carrière que le périmètre d'extraction sera précisément identifié suite à une étude d'impact tenant compte des données environnementale et notamment de la présence de la Reyssouze.

Les paysages naturels

En limitant la dissémination des constructions et l'urbanisation la dissémination des constructions et l'urbanisation linéaire, le PLU assure la protection de l'activité agricole et du paysage. Les terrains classés en zones A et N sont inconstructibles et pour la plupart dédiés à la production agricole, dont la pérennité assure la préservation des espaces naturels.

Les points de vues depuis la route des Greffets sont préservés.

Les mesures de protection des haies et ensembles boisés (Espaces Boisés Classés ou EBC, L123-1-7) contribuent également à la préservation des paysages naturels.

- **Les paysages urbains**

La consommation d'espaces

Le PLU étend les secteurs constructibles en continuité avec les groupements construits existants. Il marque la volonté de se développer dans le prolongement du Bourg afin de préserver le site de la vallée de la Reyssouze et une vaste zone agricole à l'est et organise ainsi l'interface entre les zones construites et les zones naturelles.

Formes urbaines et espaces plantés

Le règlement des zones urbaines et à urbaniser, notamment les règles définissant la volumétrie des constructions et leur implantation favorisent une forme urbaine qui s'intègre à l'existant et aux paysages.

L'article 11, relatif à l'aspect extérieur des constructions prend en compte l'intégration des constructions dans le paysage, par le choix des matériaux et la mise en œuvre d'une architecture.

En terme de d'espaces libres et plantations, le règlement prévoit le maintien ou le remplacement des plantations existantes et la création d'espaces verts dans les lotissements.

Afin de conserver le caractère rural et particulier du hameau de Crangeat celui-ci est zoné en accueil limité avec un C.O.S. de 0,15 (hors zone de risque cf. plus bas). Cela permet ainsi de préserver le caractère naturel et paysager du hameau.

La protection des éléments particuliers du patrimoine bâti

Le règlement permet une restauration du patrimoine bâti typiquement bressan (corps de fermes, ...).

B. La prise en compte des risques et des nuisances

- **La gestion de l'eau**

Gestion et prévention des risques d'inondation

La prévention du risque d'inondation nécessite la régulation des phénomènes de ruissellement et le respect des zones d'expansion des crues.

Dans les zones d'urbanisation le PLU augmente la surface des zones urbanisées ou urbanisables et donc la surface imperméabilisée. Cependant cette croissance est minimisée par :

- la répartition spatiale des zones urbaines qui minimise la consommation d'espaces en densifiant et réorganisant les secteurs déjà investis par la construction,
- le mode d'ouverture à l'urbanisation des zones 2AU qui favorise la gestion collective des eaux de ruissellement à travers la réalisation de schéma d'aménagement d'ensemble.

Les terrains susceptibles de constituer des zones d'expansion des crues (dans la vallée de la Reyssouze) sont classées agricoles ou naturelles ; de plus la protection d'espaces boisés et de haies par leur classement en EBC contribue également à freiner les écoulements.

La protection des ressources en eau

Le PLU prend en compte les contraintes liées à l'assainissement. Il privilégie l'urbanisation dans les secteurs raccordables à l'assainissement collectif. Les secteurs non raccordables au réseau collectifs représentent une capacité d'accueil limitée (remplissage des dents creuses en zone Nhl et restauration/aménagement du patrimoine bâti existant en zone Nhla).

Les conditions de réalisation des installations autonomes seront précisées par le schéma directeur d'assainissement.

- **Les nuisances liées aux infrastructures**

Les secteurs classés AU à proximité de l'A42 sont destinés à accueillir exclusivement des activités. De plus ces zones ne pourront être ouvertes à la construction que par la production d'une étude Amendement Dupont (article L.111-1-4 du Code de l'Urbanisme) qui permettra de garantir la prise en compte et le traitement des nuisances liées au passage de l'autoroute.

Les secteurs vierges situés à proximité de la RD 975, n'ont pas été ouverts à l'urbanisation afin de limiter les risques et les nuisances. Dans tous les cas l'accès sur la RD est (quand cela est possible) systématiquement évité

De nouveaux plans de circulation et cheminements seront mis en place à travers les plans masse des permis de lotir des zones 1AU et les schémas d'aménagement qui conditionneront l'ouverture à l'urbanisation des différentes zones 2AU. De plus l'aménagement du réseau routier existant, la création de nouveaux accès et cheminement est prévue par certains emplacements réservés.

- **Les risques technologiques**

La zone Np interdit toute construction car celle-ci se trouveraient à moins de 400m du stockage d'éthylène de Viriat.

Les canalisations traversent le territoire à travers la vallée de la Reyssouze et le nord du territoire communal et se situent en zone N ou A. L'extension de l'urbanisation à proximité des canalisations a été exclue et un zonage spécifique (indiqué R) prend en compte ces risques. Ainsi dans les zones de vigilance (effets irréversibles) le C.O.S des zones ouvertes à l'urbanisation est limité à 0,18 en zones Urbaines et A Urbaniser et 0,15 en zones Agricoles et Naturelles afin de ne pas densifier excessivement ces zones.

IV.2 Prise en compte des contraintes juridiques supra communales

La Préfecture et la Direction Départementale de l'Équipement de l'Ain ont communiqué dans le cadre du **Porter à connaissance** les différents éléments à prendre en compte à l'occasion de la révision du P.L.U. d'Attignat.

A. Compatibilité avec les lois d'aménagement et d'urbanisme, prescriptions nationales et particulières

La commune d'Attignat a pris en compte les attendus des articles L 110 et 121-1 du CU.

Afin d'aménager le cadre de vie, elle s'est assurée que le territoire communal était effectivement en situation d'assurer de manière convenable l'accueil et l'habitat de nouveaux arrivants.

Les sites d'activités existants pourront voir leurs capacités renforcées dans le cadre des zonages UX prévus.

La gestion du sol s'est voulue économe, en concentrant les zones de développement principalement aux alentours du bourg et des secteurs déjà viabilisés. Il s'agit de limiter les coûts d'aménagement des zones d'urbanisation future et atteindre la masse critique de population qui permettra de justifier les équipements existants et le renforcement des services de proximité.

Les documents produits dans le présent projet de P.L.U. révisé décrivent un projet réaliste, à l'échelle de la commune. Ils sont empreint d'un souci de préservation de son caractère : **modération dans la consommation de l'espace, préservation des activités agricoles, protection des sites et paysages naturels et urbains**, tout en permettant à la population de se renouveler.

- **Les prescriptions de la loi S.R.U.** soucieuses en particulier de la pluralité des offres d'habitat trouvent un écho dans le développement de cette commune. Le cadre de la mixité a permis la mise en œuvre de l'habitat individuel pur ou groupé en accession et/ou en location et même de petits collectifs locatifs.
- **La loi sur l'Eau du 3 janvier 1992** soucieuse de la protection des réserves en eau trouve son écho dans la réalisation d'une **carte de zonage d'assainissement**.

Les zones d'assainissement collectif ont été systématisées dans tous les secteurs raccordés ou aisément raccordables, l'assainissement individuel n'est autorisé qu'en zone A, N et Nhl et tant que le réseau public d'assainissement n'est pas mis en œuvre.

- **La loi relative à la protection et à la mise en valeur des paysages** du 8 janvier 1993 a largement inspiré la réflexion sur ce territoire.
- **Pour ce qui concerne la loi sur l'élimination des déchets** du 13 juillet 1992, la commune d'Attignat appartient à la communauté de commune de Montrevel-en-Bresse qui gère la collecte et le tri sélectif. Elle adhère au syndicat mixte ORGAVOM responsable du traitement.

B. Projets d'intérêt général

Aucun projet d'intérêt général ne concerne le territoire de la commune d'Attignat.

C. Servitudes d'utilité publique

- Réseau de télécommunications,
- Servitudes relatives aux voies bruyantes (A 40 et RN 479),
- Réseau radio-électrique,
- Canalisation de transport de gaz,
- Pipeline Ethylenest "CARLING / VIRIAT",
- Canalisation de transport d'éthylène ETEL,
- Stockage souterrain d'éthylène,
- Stockage souterrain de gaz combustible.

Ces servitudes sont reportées strictement au plan des servitudes du dossier P.L.U. révisé.

Il est à souligner que certaines forêts sont soumises au régime forestier même si cela ne constitue pas en soit une contrainte de servitude

D. Compatibilité avec les orientations du schéma de cohérence territoriale

La commune d'Attignat fait partie du périmètre du SCOT de **Bourg-en-Bresse** arrêté par Monsieur le Préfet le 25 juin 2002. Le diagnostic pour l'élaboration du SCOT a été validé le 4 novembre

2005 et les différents scénarios possibles seront présentés courant avril 2006 pour n'en retenir qu'un le 12 mai 2006. Lorsque le SCOT sera approuvé le P.L.U. devra être mis en compatibilité avec celui-ci.

La commune s'est fixé pour objectif d'**atteindre 10% de logement locatifs d'ici 2020 avec offre en plus grand nombre de petits logements (T1 à T3)** afin de garantir une certaine mixité sociale et d'anticiper sur les objectifs qui pourraient être imposés par le SCOT.

Pour remplir cet objectif, Attignat s'est portée acquéreur d'une parcelle en centre bourg pour faire réaliser des logements sociaux ; de plus pour concrétiser cet objectif, la commune entend poursuivre les négociations avec les aménageurs et promoteurs pour réserver une part de logements locatifs et sociaux dans leurs opérations. Ces négociations, déjà engagées depuis plusieurs années sur toutes les opérations menées, ont déjà permis la réalisation d'un bon nombre de locations à loyers modérés et ont permis de garantir la mixité sur la commune.

TITRE V : PRESENTATION DU ZONAGE

V.1 Les zones urbaines

Les zones urbaines comprennent les secteurs déjà urbanisés et les secteurs où les équipements publics, existants ou en cours de réalisation, ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter.

Le statut dépend du niveau d'équipement (voirie – eau – assainissement – électricité et équipements communaux).

Lorsque ce réseau est insuffisant ou inexistant, la commune s'engage à renforcer ou à réaliser ces équipements. Ces zones sont donc immédiatement constructibles.

Néanmoins, tous les terrains convenablement équipés ne peuvent pour autant être classés en zone urbaine. La délimitation du zonage doit tenir compte:

- Des parties actuellement non urbanisées,
- De la gestion économe de l'espace,
- De la qualité des terres agricoles,
- De l'intérêt des sites et milieux naturels,
- De l'existence de risques.

A. La zone UA

Elle correspond au noyau central du bourg, recouvrant un secteur d'habitat ancien de caractère hétérogène et dense.

La zone UA se caractérise par l'ancienneté du bâti, sa densité et l'implantation des constructions, en principe, à l'alignement et en continu, par la présence d'habitations, de commerces, de services et d'équipements.

Elle comprend une zone UAr située dans la zone de vigilance des canalisations de transport de gaz et produits chimiques

Les objectifs principaux sont la protection et la mise en valeur du patrimoine bâti, et le renforcement de l'attractivité du bourg pour lui permettre d'affirmer sa position et son identité.

Les principales dispositions réglementaires édictées permettant d'atteindre les objectifs fixés sont les suivantes :

- Mixité des fonctions urbaines admise, sauf en ce qui concerne les activités susceptibles d'être nuisantes.
- Implantation des bâtiments en règle générale en ordre continu.
- Hauteur maximale des bâtiments 12 mètres au sommet du bâtiment.
- Compte tenu de la densité du bâti les aires de stationnement peuvent être réalisées à 150 mètres de l'opération contre 100 mètres dans les autres zones urbaines.
- Il n'est pas fixé de C.O.S.. sauf en zone UAr où le C.O.S. est de 0,18 compte tenu des risques induits par les canalisations de transport de gaz et de produits chimiques.

B. La zone UB

La zone UB est constituée des quartiers à **dominante d'habitat pavillonnaire** et de petit collectif, urbanisés le plus souvent sous forme de lotissement.

Elle couvre les secteurs périphériques du bourg d'Attignat. La zone UB se caractérise par une densité moyenne du parc bâti, organisé en groupements discontinus; l'urbanisation y est donc aérée.

L'objectif principal est de renforcer la fonction résidentielle et d'accueillir un habitat plus dense.

Les principales dispositions réglementaires édictées permettant d'atteindre les objectifs fixés sont les suivantes :

- Mixité des fonctions urbaines admise, sauf en ce qui concerne les activités susceptibles d'être nuisantes.
- Implantation des bâtiments en ordre discontinu (retrait par rapport aux limites).
- Hauteur maximale des bâtiments de 10 mètres au sommet du bâtiment.
- C.O.S. fixé à 0,30 en UB et 0,20 en UBa.

C. La zone UC

La zone UC correspond au hameau de Vacagnole. Elle concerne un quartier affecté à de l'habitat individuel.

Elle comprend une zone UCr située dans la zone de vigilance des canalisations de transport de gaz et produits chimiques

L'objectif principal est de renforcer la fonction résidentielle et d'accueillir un habitat plus dense.

Les principales dispositions réglementaires édictées sont :

- Mixité des fonctions urbaines admise, sauf en ce qui concerne les activités susceptibles d'être nuisantes.
- Implantation des bâtiments en ordre discontinu (retrait par rapport aux limites).
- Hauteur maximale des bâtiments de 10 mètres au sommet du bâtiment.
- C.O.S. fixé à 0,20 en zone UC et 0,18 en zone UCr (compte tenu des risques induits par la canalisation)

D. La zone UX

La zone UX est constituée des zones d'activités. Elle est située en partie dans le périmètre de protection d'1 km défini par l'arrêté préfectoral du 24/01/1986 relatif à l'aménagement et à l'exploitation d'un stockage souterrain d'éthylène implanté sur la commune de Viriat.

La zone UX est destinée à accueillir les établissements industriels, artisanaux, commerciaux et tous les services dont l'implantation dans les quartiers d'habitation n'est pas souhaitable.

Une partie de cette zone fait l'objet d'une Z.A.C. qui pourrait être étendue aux parcelles 741, 742, 743, 744, 1088, 1089 et 1090, également inscrite en zone UX.

Une partie de la zone UX est située dans le périmètre de protection Z2 du stockage de Viriat.

La zone comprend également une zone UXr située dans la zone de vigilance des canalisations de transport de gaz et produits chimiques

L'objectif est de permettre le développement des activités artisanales, industrielles et commerciales sur des sites aménagés en conséquence et plus ou moins proche des quartiers d'habitation.

Les principales dispositions réglementaires édictées sont:

- Admission sans condition des constructions à usage industriel, artisanal, commercial, d'entrepôts, de bureaux, de services.
- Limitation des constructions à usage d'habitation aux seuls logements « de gardiennage ».
- Eloignement des constructions des limites.
- Hauteur maximale des bâtiments fixée à 12 m au sommet du bâtiment.
- Il n'est pas fixé de C.O.S., sauf en zone UXr où le C.O.S. est fixé à 0,18 (compte tenu des risques induits par la canalisation)

V.2 Les zones à urbaniser

Les zones à urbaniser comprennent les secteurs non urbanisés et non équipés ou des secteurs déjà urbanisés où les équipements publics et réseaux existants ont une capacité insuffisante pour desservir les constructions à implanter.

Ces zones sont donc potentiellement constructibles ; celles destinées à une urbanisation à court terme sont constructibles dès la réalisation et l'aménagement des équipements et infrastructures (réseaux) nécessaires et suffisants, celles destinées à un développement sur le long terme ne peuvent être rendues constructibles que par modification du P.L.U. ou par mise en place d'une procédure de Z.A.C.

Tous les terrains pouvant être convenablement équipés ne peuvent pour autant être classés en zone à urbaniser, la délimitation du zonage doit tenir compte :

- de la proximité des parties actuellement non urbanisées,
- des besoins en matière de développement
- de la gestion économe de l'espace,
- de la qualité des terres agricoles,
- de l'intérêt des sites et milieux naturels,
- de l'existence de risques.

A. La zone 1AU

La zone 1AU est constituée des secteurs non équipés d'Attignat proches des quartiers pavillonnaires que la commune entend ouvrir à l'urbanisation pour créer de nouveaux quartiers d'habitat pavillonnaires. Elle entend ainsi proposer une offre diversifiée d'habitat à proximité des équipements.

Elle couvre 6 secteurs d'extension de quartiers d'habitat de faible et moyenne densité aux caractéristiques et potentialités bien différenciées, situés en périphérie du bourg et du hameau de Vacagnole et tous concernés par des orientations d'aménagement (cf ;pièce n°3 du P.L.U.).

Elle comprend une zone 1AUr située dans la zone de vigilance des canalisations de transport de gaz et produits chimiques

Une piste d'atterrissage (privée) pour ULM est située à proximité du hameau de Vacagnol ; ainsi, la zone 1AUr du hameau de Vacagnole a été délimitée au droit du bâti existant dans sa partie Est les ULM survolant occasionnellement, avant d'atterrir, la parcelle B1449. Ainsi le P.L.U. garantit la tranquillité des futurs riverains.

L'objectif est de créer de nouveaux quartiers permettant d'accueillir des formes diversifiées d'habitat de faible et de moyenne densité.

Les principales dispositions réglementaires édictées sont:

- Réalisation des constructions et installations sous forme d'opération d'ensemble, type : lotissement, Association Foncière Urbaine (AFU), Zone d'Aménagement Concerté (ZAC), permis de construire groupé.
- Prise en charge des équipements par les constructeurs.
- Surface minimale d'opération : 1 ha.
- Hauteur maximale des bâtiments fixée à 10 mètres au sommet du bâtiment.
- C.O.S. : 0,20 en zone 1AU et 0,18 en zone 1AUr (compte tenu des risques induits par la canalisation).

B. La zone 1AUX

La zone 1AUX est constituée d'un secteur non équipé d'Attignat. Elle est située dans le prolongement de la zone UX, dans le périmètre de protection d'1 km défini par l'arrêté préfectoral du 24/01/1986 relatif à l'aménagement et à l'exploitation d'un stockage souterrain d'éthylène implanté sur la commune de Viriat.

La zone 1AUX pourrait faire l'objet d'une extension de la Z.A.C. quelle jouxte.

Une partie de la zone 1AUX est située dans le périmètre de protection Z2 du stockage de Viriat.

L'objectif est de créer de nouvelles zones d'activités.

Les principales dispositions réglementaires édictées sont :

- Admission sans condition des constructions à usage industriel, artisanal, commercial, d'entrepôts, de bureaux, de services.
- Limitation des constructions à usage d'habitation aux seuls logements « de gardiennage ».
- Hauteur maximale des bâtiments fixée à 10 mètres au sommet du bâtiment.
- Il n'est pas fixé de COS

C. La zone 2AU

La zone 2AU est constituée par les secteurs naturels du territoire communal, actuellement non équipés, susceptibles d'accueillir à long terme les développements de l'urbanisation future.

La zone 2AU se caractérise par l'absence d'équipements de viabilité, et de localisations contiguës à des zones urbanisées.

Elle couvre 3 secteurs de développement aux potentialités diversifiées, situé en périphérie du bourg et du hameau de Vacagnole.

Elle comprend une zone 2AUr située dans la zone de vigilance des canalisations de transport de gaz et produits chimiques

L'objectif est donc de préserver la cohérence de l'aménagement futur. Pour cela, le P.L.U. s'attache à préserver le caractère naturel de la zone en limitant l'occupation des sols.

Les principales dispositions réglementaires édictées sont:

- Autorisation des seules extensions mesurées des bâtiments existants, ou reconstruction après sinistre à l'identique, ou création d'équipements d'infrastructure.
- C.O.S. de 0,18 en zone 2AUr compte tenu des risques liés aux canalisations.

D. La zone 2AUX

La zone 2AUX est constituée par les secteurs naturels du territoire communal, actuellement non équipés, susceptibles d'accueillir à long terme les développements des activités artisanales, industrielles, commerciales et de services.

Elle couvre 1 secteur de développement situé au sud de la commune à proximité des zones UX et 1AUX, en partie dans le périmètre de protection Z2 défini par l'arrêté préfectoral du 24/01/1986 relatif à l'aménagement et à l'exploitation d'un stockage souterrain d'éthylène implanté sur la commune de Viriat.

La zone 2AUX se caractérise par l'absence d'équipements de viabilité, et de localisations contiguës à des zones urbanisées.

L'objectif est donc de préserver la cohérence de l'aménagement futur. Pour cela, le P.L.U. s'attache à préserver le caractère naturel de la zone en limitant l'occupation des sols.

V.3 Les zones agricoles

Les zones agricoles comprennent les secteurs naturels de la commune présentant un intérêt agricole et agronomique. Ces zones accueillent les différentes exploitations agricoles et leur développement.

A. La zone A

La zone A est constituée des espaces naturels du territoire communal qu'il convient de protéger des atteintes de l'urbanisation pour permettre la mise en valeur de leurs potentialités par l'agriculture et la sylviculture.

La zone A couvre les secteurs les plus plats de la commune situés sur les plateaux et autour des hameaux.

Elle comprend une zone Ar située dans la zone de vigilance des canalisations de transport de gaz et produits chimiques

L'objectif principal est de permettre la mise en valeur des ressources de l'espace naturel, en particulier, par l'agriculture. Cette mise en valeur agricole de l'espace rural doit s'exercer dans le cadre de la sauvegarde du bocage bressan.

Les principales dispositions réglementaires sont :

- Autorisation des seules constructions à usage agricole ou nécessaires au fonctionnement des exploitations, ou complémentaires à l'activité rurale.
- Eloignement des bâtiments agricoles, notamment d'élevage, des limites des zones d'habitat.
- C.O.S. de 0,15 en zone Ar (compte tenu des risques induits par la canalisation)

V.4 Les zones naturelles

Les zones naturelles sont protégées en raisons de leur sensibilité écologiques et paysagères et de leur richesse environnementales.

A. La zone N

La zone N est constituée des espaces naturels du territoire communal qu'il convient de sauvegarder en raison de la qualité des sites, des paysages et de la richesse des milieux, en fonction de leur intérêt esthétique, historique et écologique, ou qu'il convient de protéger pour prendre en compte les risques naturels. La zone N couvre la vallée de la Reyssouze.

Elle comprend une zone de carrière Nca et une zone Np périmètre de protection de la zone de stockage d'éthylène de Viriat.

Elle comprend des zones Nr, NCar et Npr située dans la zone de vigilance des canalisations de transport de gaz et produits chimiques

Les objectifs sont de protéger strictement les parties du territoire de la commune à forte valeur écologique et paysagère, de prendre en compte les risques naturels et de permettre la mise en valeur des espaces naturels.

Les principales dispositions réglementaires sont:

- Autorisation des aménagements de bâtiments existants, dans le volume existant et sans création de logement.
- Compatibilité du projet avec la qualité du site à justifier.
- C.O.S. de 0,15 en zone indicée r (compte tenu des risques induits par la canalisation et du caractère naturel de ces zones).

B. La zone Nhl

La zone Nhl est une zone **d'accueil limitée**. Les constructions ne doivent pas porter atteinte ni à la préservation des sols agricoles et forestiers, ni à la sauvegarde des sites et des milieux naturels et paysagers.

La zone Nhl couvre le hameau de Crangeat où un classement en zone U n'est pas souhaitable pour des raisons de l'assainissement autonome et parce que l'objectif est de densifier le hameau en permettant de boucher certaines dents creuses mais pas de l'étendre outre mesure. Elle autorise les constructions, les extensions mesurées et les transformations d'usage d'anciens bâtiments agricoles. Elle couvre également le hameau de L'Etang des bois afin de permettre l'implantation d'une construction au sein d'un espace déjà bâti et respecter un engagement antérieur au PLU.

Elle comprend le pastillage Nhla où le changement de destination d'anciens bâtiments agricoles est autorisé afin de permettre l'aménagement et la protection d'un bâti traditionnel (corps de fermes bressan) et où aucune nouvelle construction n'est autorisée.

Enfin elle comprend des zones Nhlr et Nhlar située dans la zone de vigilance des canalisations de transport de gaz et produits chimiques

Le C.O.S. est fixé à 0,15 compte tenu du caractère naturel de ces zones et des risques induits par la canalisation dans certains secteurs.

V.5 Autres délimitations

Le Plan Local d'Urbanisme délimite également des emplacements réservés pour la réalisation ultérieure d'équipements ou d'ouvrages publics.

Ils figurent sur les documents graphiques du P.L.U. et sont repérés par un numéro d'identification.

La commune d'Attignat est le seul bénéficiaire des réservations en partie nouvelles.

Les emplacements réservés au Plan Local d'Urbanisme relèvent, de

- la création et l'aménagement de voiries,
- l'aménagement d'équipements publics socio-éducatif, sportifs, ...
- l'amélioration de la sécurité de la circulation dans le village,
- la création de places de stationnement,
- l'aménagement de logements sociaux.

Les emplacements des bassins de rétention à créer pour l'écroulement des eaux des zones AU ne figurent pas en emplacement réservé. Leur délimitation précise ne pourra être définie que par l'étude de réalisation des aménagements des futures zones.

De plus, le PLU identifie les Espaces Boisés Classés à conserver ou à créer qui protège les principaux boisements), le parc du château Salvert

Certaines haies bocagères (dont celle de la vallée de la Reyssouze) et autre boisements font l'objet d'un classement au titre de l'article 123-1-7 du code de l'Urbanisme.

V.6 Les capacités d'accueil des zones

Zones	Surfaces approximatives
UA	72,4 ha
UB	78 ha
UC	25,3 ha
UL	4,8 ha
UX	34,7 ha
1AU	30,9 ha
1AUX	5,5 ha
2AU	5,7 ha
2AUX	6,3 ha
A	1220,1ha
N	309,1 ha
NCa	17.4 ha
Np	2,4 ha
Nhl	34,5 ha
Nhla	20,9 ha
TOTAL	1868 ha